

Turquie : "L'AKP a intérêt à reprendre les réformes"

jeudi 23 août 2007, par [Guillaume Perrier](#)

Joost Lagendijk , 50 ans, eurodéputé néerlandais (Verts) est à la tête de la commission jointe Europe-Turquie... De passage à Istanbul, il donne son sentiment après les élections législatives et livre ses attentes.

- Qu'espérez-vous de la victoire de l'AKP ?

Le plus important pour nous c'est le soutien aux réformes démocratiques. Nous n'étions pas très satisfaits ces deux dernières années, parce que les réformes se sont ralenties. Et beaucoup de choses qui auraient dû se passer, ne se sont pas passées...

Mais l'AKP est un parti qui a montré dans le passé qu'ils peuvent les faire (les réformes). Mon analyse est que c'est dans l'intérêt de l'AKP de poursuivre la route de l'Europe. L'une des erreurs qu'ils ont commises a été de penser qu'ils pouvaient mettre la question européenne à l'arrière-plan. Cela a laissé un espace aux militaires pour intervenir. Peut être l'auraient-ils fait quand même... Mais les militaires se sont dit que si l'Europe n'était plus derrière Erdogan, alors la voie était libre... Il est dans l'intérêt de l'AKP, étant donné leur position dans le paysage politique turc, de continuer ces réformes.

Pour cette raison, c'est une bonne chose pour la stabilité de la Turquie. Mais bien sûr il faut attendre de voir ce qu'Erdogan va faire. Il est en bonne position mais il doit maintenant faire ses preuves. Le message que je veux faire passer c'est : « OK... Félicitations... Mais maintenant, allez, on se met au boulot ! S'attaquer à ces réformes. Pas seulement en parler mais réaliser des choses concrètes. »

D'après vous il prépare des mesures significatives ?

Oui je pense qu'il est assez intelligent pour savoir qu'en Europe on comprend bien que dans une période pré électorale il est difficile de faire des réformes, ce n'est pas populaire. Il faut voir aussi que le soutien à l'Europe a chuté. Que l'Europe n'a pas été du tout un thème de la campagne. D'un certain côté, il faut que nous revenions à l'engagement de 2004-2005.

Ils réalisent bien que la Commission européenne prépare son rapport d'évaluation pour début novembre. Je suis sûr que la commission européenne attend des nouvelles positives pour se prononcer. Ce ne sont pas seulement des déclarations qui sont attendues par l'Europe. (...) Mais allez, l'article 301 ! Ils ont eu tout leur temps pour le réformer. La réforme est prête, il faut juste la sortir du tiroir. De même La loi sur les fondations religieuses des minorités non musulmanes...

Ce sont des sujets qui peuvent être traités assez rapidement et ils savent que ce sont des sujets sensibles pour les Européens. Ce sont les deux mesures les plus symboliques, surtout l'article 301. Et on peut même se demander si l'article 301 serait suffisant. Quand vous regardez les autres articles du Code pénal, ils peuvent aussi être utilisés... Cette question a pris un sens symbolique... Quand vous parlez aux gens en Europe, (sourire) ils ne connaissent pas leur propre code pénal mais ils connaissent l'article 301 du code pénal turc ! Il faut que ça change vite. (...)

Et puis, arrêter le harcèlement des minorités religieuses. Essayer de trouver un compromis avec les Grecs orthodoxes sur le séminaire de Halki (séminaire de formation des prêtres orthodoxes situé sur l'île d'Heybeliada). Ca devrait être fait. Si vous regardez les rapports de la Commission européenne, chaque année ce sont les mêmes sujets qui reviennent. Ils devraient commencer à considérer ces rapports. (...)

Tous ces sujets qui concernent les droits de l'homme et la liberté d'expression sont très importants. Les choses avaient pourtant bien commencé avec cette conférence sur le génocide arménien. (...)

Sur ce sujet le débat historique est un projet à long terme... Mais ce qu'ils devraient pouvoir faire c'est ouvrir la frontière avec l'Arménie. Je voudrais lancer une initiative, avec une collègue députée européenne des Verts français qui dirige la commission sur l'Arménie. Dès que le gouvernement turc sera nommé nous irions à Ankara et à Erevan pour militer pour l'ouverture de la frontière.

Je pense que les Turcs ont compris, et même Erdogan est en faveur de l'ouverture de cette frontière. Ils le lient toujours au Karabakh... Mais les deux sujets devraient être dissociés. (...)

Ce sont ces sujets qui pourront convaincre les Européens que « OK, les choses bougent à nouveau ». Les réformes plus techniques n'attireront pas beaucoup l'attention du public en Europe. Ce sont les sujets symboliques.

Comme... la question kurde. Il faut supprimer les restrictions à l'utilisation des langues kurdes. Ces quatre heures par semaine, là... Ca n'a aucun sens. Je crois qu'ils savent que cela n'a aucun sens !

Sur tous ces sujets, ils peuvent montrer qu'ils sont de nouveau sur un rythme de réformes. Les choses ne vont se régler en un mois, un an ou deux ans. Ce serait trop demander. Mais s'il vous plaît : montrez que vous êtes engagés dans ces réformes. C'est pareil pour la place de l'armée. Ca ne changera pas en un jour.

Dans quelle position se trouve l'armée ?

Ils sont dans une très mauvaise position... 47% ! C'est énorme. Aller contre ça... et dire que l'on se pose en défenseur de la démocratie. Ca ne colle pas. L'AKP pourra donc profiter du fait que l'armée est un peu sur la défensive en ce moment pour pousser des réformes qui ne plaisent pas à l'armée... Mais bon, c'est le gouvernement qui gouverne, pas l'armée ! (...) Regardez ce que fait Sarkozy en France. Il utilise le « *momentum* » pour avancer. Erdogan devrait faire la même chose.

Sur le long terme, tout le débat constitutionnel sera une priorité pour ce gouvernement. Pour modifier la constitution dans un sens plus civil. (...). Mais j'espère qu'ils prendront le temps d'avoir un vrai débat de société sur la constitution. « Quel est le rôle du conseil des universités (YÖK) ? ... » Le YÖK est un point qu'il veulent supprimer, je pense pour de bonnes raisons... Mais utiliser sa majorité politique n'est pas suffisant. Une nouvelle constitution doit être le résultat d'un débat dans la société turque. « Quel genre de pays voulons nous être ? »

Une nouvelle République où le parlement est au pouvoir et pas une bureaucratie militaire ? Prenons un an pour avoir un débat avec le Parlement, les ONG sur cette constitution qui crée la rupture avec cette constitution de 1982.

Ces réformes ne sont-elles pas suspendues à la tournure des négociations avec l'UE ?

Ca aiderait vraiment si l'Europe était un peu plus compréhensive avec la Turquie. A chaque fois que le gouvernement va tenter des réformes, le CHP et le MHP vont dire : regardez ! Pourquoi faisons nous tout ça ? De toute façon, ils ne veulent pas de nous ».

Donc j'espère des dirigeants européens qu'ils parlent plus clairement. Je n'attends pas de M. Sarkozy qu'il change d'avis. Il restera fixé sur son idée que la Turquie ne fait pas partie de l'Europe. Mais laissons MM. Brown, Prodi ou Zapatero... tous ceux qui sont pour... Laissons les dire clairement aux Turcs que M. Sarkozy ne parle qu'au nom de la France. Pas au nom de l'Europe. Cela encouragerait les réformes ici. Cela montrerait que des gens en Europe écoutent ce qui se passe ici et pousse dans la même direction.

Mais ne sous-estimons pas le momentum. Ils ont fait 47%... Et même au sein de l'AKP cela va encourager le courant réformateur. L'AKP est devenu un parti centriste ... Avec un agenda islamiste, vous ne pourriez jamais obtenir 47% en Turquie. (...)

Sources

[Article original](#) publié sur le blog « Au fil du Bosphore » le 8 août 2007